

# LEDEVOIR

## Équateur: le gouvernement et les autochtones ont trouvé un accord



Photo: Rodrigo Buendia Agence France-Presse Dimanche, des heurts se poursuivaient aux abords du Parlement alors que la ville se remettait à peine de la journée mouvementée de samedi. Le président Moreno a décrété le couvre-feu et placé la ville sous contrôle militaire jusqu'à nouvel ordre.

**Hector Velasco - Agence France-Presse à Quito**

13 octobre 2019

Amériques

Le gouvernement équatorien et le mouvement indigène ont trouvé dimanche un accord pour sortir de la crise sociale sans précédent qui paralyse le pays depuis 12 jours, grâce au retrait du décret polémique supprimant les subventions au carburant.

Les deux parties se sont mises d'accord sur la préparation d'«un nouveau décret qui annule le décret 883 » sur l'essence, et « avec cet accord la mobilisation se termine », a annoncé Arnaud Peral, représentant en Équateur de l'ONU, qui a facilité avec l'Église catholique la tenue d'un dialogue.

« Les mesures appliquées dans tous nos territoires sont levées », a confirmé le président de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (Conaie), Jaime Vargas, visage peint et tête coiffée d'une couronne de plumes.

Le pays andin est à l'arrêt depuis près de deux semaines, entre blocages de routes, transports publics quasi inexistantes et puits pétroliers d'Amazonie à l'arrêt, ce qui a forcé l'Équateur à suspendre la distribution de près de 70 % de sa production de brut.

Il a aussi été secoué par une vague de manifestations avec, depuis le 3 octobre, sept morts, 1 340 blessés et 1 152 arrestations, selon le bureau du Défenseur du peuple, organisme public de défense des droits.

La communauté autochtone — un quart de la population —, était le fer de lance de la contestation contre les réformes économiques négociées avec le Fonds monétaire international (FMI) en échange d'un prêt de 4,2 milliards de dollars, dont la mesure la plus polémique était le décret 883, dont l'effet était de multiplier par deux les prix à la pompe.

« Frères indigènes, je vous ai toujours traités avec respect et affection », avait lancé, en signe d'apaisement, le président Lenin Moreno en ouverture de la réunion de dialogue, retransmise à la télévision.

« Cela n'a jamais été mon intention d'affecter les secteurs les plus démunis [...], les plus pauvres », avait insisté le chef de l'État, un libéral élu en 2017 sous l'étiquette socialiste.

De son côté, Jaime Vargas avait fustigé « l'improvisation de la politique économique » du président, notant avec regret qu'« on sent que la droite et le FMI gèrent le pays ».

Quito, capitale située à 2 850 mètres d'altitude, a été le théâtre de débordements d'une violence inédite et de longs affrontements entre manifestants armés de pierres et fusées artisanales et forces de l'ordre tirant grenades lacrymogènes et balles en caoutchouc.

Dimanche, des heurts se sont poursuivis aux abords du Parlement alors que la ville se remettait à peine de la journée mouvementée de samedi, avec des bâtiments incendiés, comme celui de l'Inspection générale des finances ou de la chaîne Teleamazonas, des barricades de pierres, des vitres brisées et des pneus brûlés sur la chaussée. Débordé face à cette situation incontrôlable, le président Moreno, qui avait déjà déplacé le siège du gouvernement à Guayaquil (sud), a décrété le couvre-feu et placé la ville sous contrôle militaire jusqu'à nouvel ordre.

« Il y a eu une convulsion sociale et un non-respect des droits humains, une violence démesurée contre le peuple et un terrorisme d'État », a dénoncé Jaime Vargas à propos de la répression des forces de l'ordre. Donc, « comme geste de paix sociale pour le pays [...], nous demandons le départ immédiat [des] deux ministres » de l'Intérieur et de la Défense, ce à quoi le président Moreno n'a pas répondu.

« On n'avait jamais vu un niveau de violence brutale comme ces derniers jours », a renchéri Leonidas Iza, président du Mouvement indigène et paysan de Cotopaxi (centre).

Il a mis en parallèle la brutalité de la police avec le coup dur que représente le bond du prix de l'essence: « Si je dois faire le plein et que le prix augmente de 123 %, c'est violent ».

Une communauté autochtone puissante, mais précaire

La communauté indigène souffrait de plein fouet des effets du décret sur les carburants: généralement pauvre et travaillant dans l'agriculture, elle voit ses coûts de transport s'envoler pour écouler ses produits.

Puissante et organisée, elle avait fait venir ces derniers jours des milliers de ses membres des Andes et d'Amazonie pour camper à Quito. Et par le passé, elle a déjà renversé trois présidents.

« L'objectif d'un État plurinational n'a pas été rempli », a déclaré lors de la réunion de dialogue Jaime Vargas, reflétant une rancoeur beaucoup plus large de cette communauté, notamment envers les classes aisées et les médias, dont elle se dit absente.

« Si nous n'étions pas là, ceux de la campagne, les gens de la ville, les riches, ne pourraient pas vivre », clamait jeudi, furieuse, une manifestante indigène, Maria Escobar, 52 ans.

« Cela fait 12 jours que le pays est paralysé », avait lancé à la table de dialogue, Eustaquio Toala, président de la Feine, organisation d'indigènes évangéliques, promettant au président Moreno que le retour à la normale pourrait avoir lieu « dès ce soir » si le décret est abrogé.